

Je ne sais que deux manières de faire régner l'égalité dans le monde politique : il faut donner des droits à chaque citoyen, ou n'en donner à personne. Pour les peuples qui sont parvenus au même état social que les Anglo-Américains, il est donc très difficile d'apercevoir un terme moyen entre la souveraineté de tous et le pouvoir absolu d'un seul. Il ne faut point se dissimuler que l'état social que je viens de décrire ne se prête presque aussi facilement à l'une et à l'autre de ses deux conséquences. Il y a en effet une passion mâle et légitime pour l'égalité qui excite les hommes à vouloir être tous forts et estimés. Cette passion tend à élever les petits au rang des grands ; mais il se rencontre aussi dans le cœur humain un goût dépravé pour l'égalité, qui porte les faibles à vouloir attirer les forts à leur niveau, et qui réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté. Ce n'est pas que les peuples dont l'état social est démocratique méprisent naturellement la liberté ; ils ont au contraire un goût instinctif pour elle. Mais la liberté n'est pas l'objet principal et continu de leur désir ; ce qu'ils aiment d'un amour éternel, c'est l'égalité. [...].

Alexis De Tocqueville, De la démocratie en Amérique, tome 1,

« La cécité aux inégalités sociales condamne et autorise à expliquer toutes les inégalités, particulièrement en matière de réussite scolaire, comme inégalités naturelles, inégalités de don. Pareille attitude est dans la logique d'un système qui, reposant sur le postulat de l'égalité formelle de tous les enseignés, conditions de son fonctionnement, ne peut reconnaître d'autres inégalités que celles qui tiennent aux dons individuels. (...) »

Les classes privilégiées trouvent dans l'idéologie que l'on pourrait appeler charismatique (puisqu'elle valorise la « grâce » ou le « don ») une légitimation de leurs privilèges culturels qui sont ainsi transmués d'héritage social, en grâce individuelle ou en mérite personnel. Ainsi masqué, le « racisme de classe » peut s'afficher sans jamais s'apparaître. Cette alchimie réussit d'autant mieux que loin de lui opposer une autre image de la réussite scolaire, les classes populaires reprennent à leur compte l'essentialisme^[7] des hautes classes et vivent leur désavantage comme destin personnel. (...) »

En l'état actuel de la société et des traditions pédagogiques, la transmission des

techniques et des habitudes de pensée exigée par l'école revient primordiallement au milieu familial. Toute démocratisation réelle suppose donc qu'on les enseigne là où les plus défavorisés peuvent les acquérir, c'est-à-dire à l'École; que l'on élargisse le domaine de ce qui peut être rationnellement et techniquement acquis par un apprentissage méthodique aux dépens de ce qui est abandonné irréductiblement au hasard des talents individuels, c'est-à-dire en fait, à la logique des privilèges sociaux (...)

Mais il ne suffit pas de se donner pour fin la démocratisation réelle de l'enseignement. En l'absence d'une pédagogie rationnelle mettant tout en oeuvre pour neutraliser méthodiquement et continûment, de l'école maternelle à l'université, l'action des facteurs sociaux d'inégalités culturelles, la volonté politique de donner à tous des chances égales devant l'enseignement ne peut venir à bout des inégalités réelles, lors même qu'elle s'arme de tous les moyens institutionnels économiques; et, réciproquement, une pédagogie réellement rationnelle, c'est-à-dire fondée sur une sociologie des inégalités culturelles, contribuerait sans doute à réduire les inégalités devant l'école et la culture, mais elle ne pourrait entrer réellement dans les faits que si se trouvaient données toutes les conditions d'une démocratisation réelle du recrutement des maîtres et des élèves, à commencer par l'instauration d'une pédagogie rationnelle ».

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers. Les étudiants et les cultures*, Les éditions de minuit 1999, pp. 103-115.

« Dans la France d'aujourd'hui, sept enfants de cadres sur dix exercent un emploi d'encadrement quelques années après la fin de leurs études. À l'inverse, sept enfants d'ouvriers sur dix demeurent cantonnés à des emplois d'exécution. Plus de deux siècles après la révolution, les conditions de naissance continuent à déterminer le destin des individus. On ne devient pas ouvrier, on naît ouvrier.

Bien sûr, sur le long terme, la société française s'est considérablement ouverte. Tout au long du XXe siècle, les bouleversements de la structure sociale et les progrès de l'éducation ont conduit un nombre croissant d'individus à cheminer dans l'espace social et à s'élever au-dessus de la condition de leurs parents. Jadis exceptionnelle, la

mobilité sociale est devenue une régularité statistique, en France comme dans la plupart des autres sociétés occidentales.

Pourtant, la société française reste minée par les inégalités. Tandis que les 10 % des Français les plus fortunés concentrent la moitié de la richesse nationale, les hauts revenus s'envolent et la pauvreté s'étend, frappant désormais plus de 8 millions d'individus. Du point de vue de la mobilité sociale, le constat est terrible : entre le début des années 1980 et la fin des années 2000, l'intensité de la reproduction sociale n'a pas faibli, bien au contraire, alors que la période était marquée par une massification scolaire de grande ampleur.

Pour la société française, qui a fait de l'école la principale voie de mobilité sociale, c'est un constat d'échec : le déclin de l'immobilité sociale demeure extrêmement modeste au regard de l'effort consenti pendant le dernier demi-siècle. En termes de démocratisation, le bilan de la massification scolaire est donc très faible. Foncièrement élitiste, l'école de la République se préoccupe du succès de quelques individus, surreprésentés parmi les groupes sociaux les plus favorisés à qui elle offre le luxe de l'excellence, et ignore trop souvent le sort des « vaincus » de la compétition scolaire, promis à la relégation sociale. Tel est le paradoxe de la société française : elle accorde une importance démesurée au diplôme obtenu à l'issue de la formation initiale, alors que la compétition scolaire est socialement biaisée dès le départ, tant l'origine sociale pèse sur les cursus et les résultats scolaires.

Pour parvenir à desserrer l'étau de la reproduction sociale, il faut en terminer avec le mythe d'une république « méritocratie » et rendre l'école vraiment démocratique. »

Claire Peugny, *Le destin au berceau, Inégalités et reproduction sociale*, coll. La République des Idées, Ed. du Seuil, 2016, pp. 9-10.